

# Livre vert pour une politique bioalimentaire – Commentaires et observations de la Quebec Farmers' Association (QFA)

---

## Introduction

Les producteurs agricoles anglophones travaillent au Québec depuis leur établissement sur le continent, et ce, à travers les hauts et les bas. Ils sont extrêmement conscients des crises auxquelles se voient confrontés les agriculteurs en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, et ils sont très préoccupés par la viabilité à long terme du secteur agricole.

Sur la plupart des enjeux importants, les producteurs anglophones approuvent et soutiennent les politiques et les programmes préconisés par la majorité francophone.

Les producteurs de langue anglaise sont heureux de voir que le gouvernement du Québec prend des initiatives afin d'assurer la continuité et la stabilité pour ce secteur pendant longtemps encore. De plus, ils sont reconnaissants d'avoir l'occasion de répondre au Livre vert du gouvernement.

Les réactions initiales au Livre vert sont soulignées dans ce document. Ce document est en cours de traduction. Une version française sera soumise à la fin du mois d'août 2011.

*La Quebec Farmers' Association (QFA) demande donc l'occasion d'être présent à titre de témoin lors des consultations sur le Livre vert qui se tiendront à l'automne 2011.*

## Qu'est-ce que la Quebec Farmers' Association?

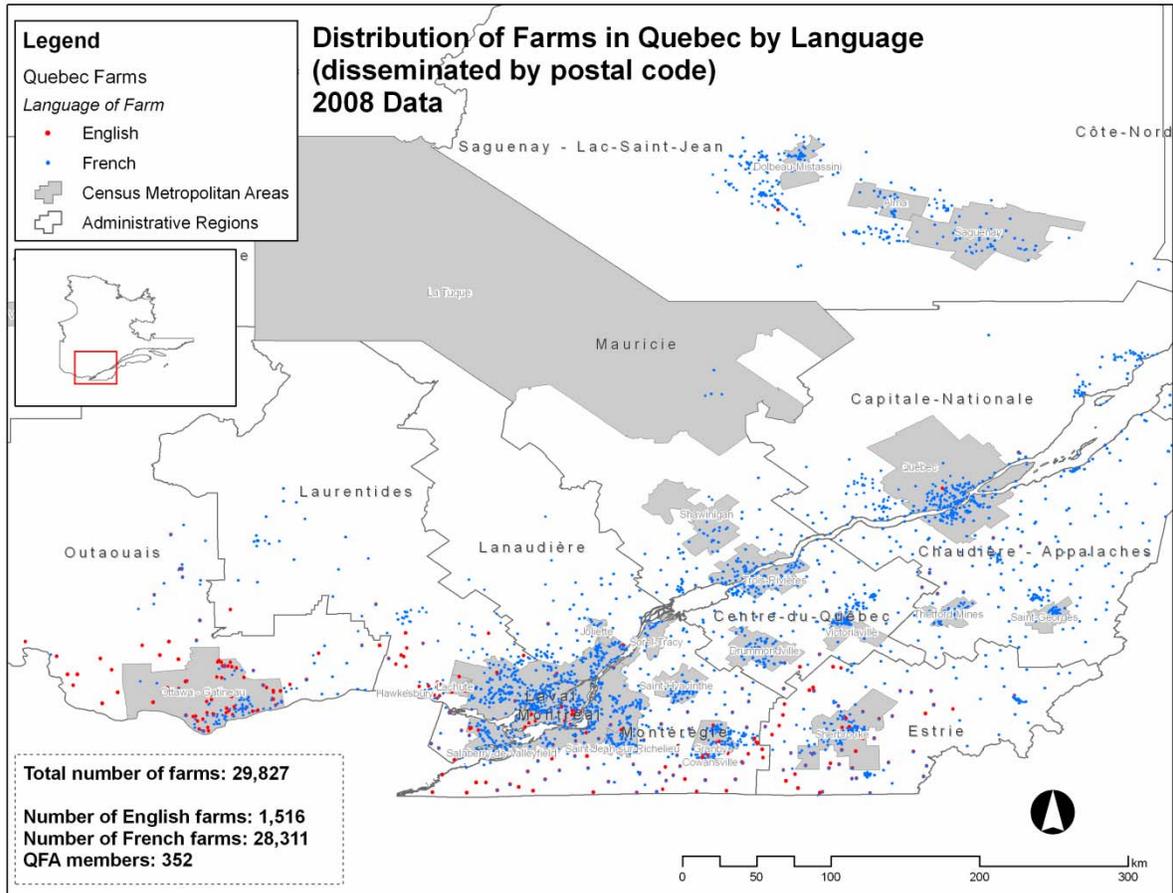
Fondée en 1957, la QFA est une organisation à but non lucratif qui défend les droits et représente les intérêts des communautés agricoles anglophones du Québec.

La QFA demeure à l'écoute de l'agriculture québécoise par sa communication avec les branches locales, des réunions locales, des vidéoconférences et des correspondances. Le conseil d'administration est composé de bénévoles qui servent de liens pour répondre aux défis et aux enjeux dans les différentes régions du Québec.

En plus d'autres services, la QFA offre une couverture médicale pour ses membres et gère un service de traduction pour des clients à travers le Canada. Notre bulletin mensuel, le *Quebec Farmers' Advocate*, est lu par plus de 3000 producteurs, représentants du gouvernement et chercheurs à travers le Québec et le Canada.

La QFA entretient des liens étroits avec plusieurs organisations de producteurs à l'échelle provinciale et nationale. L'Association est un membre officiel de l'Union des producteurs agricoles.

Le bureau est situé à Longueuil, à la Maison de l'UPA.



### Répartition des exploitations agricoles québécoises par la langue parlée (répandues par code postal)

Données 2008

#### Légende

Exploitations agricoles québécoises

Langue de l'exploitation

-Anglais

-Français

Région métropolitaine de recensement

Région administrative

**Nombre total d'exploitations : 29 827**

**Nombre d'exploitations anglophones : 1 516**

**Nombre d'exploitations francophones : 28 311**

**Membres QFA : 352**

## Réactions initiales au Livre vert

Les producteurs agricoles et leurs familles ont droit à une stabilité et une constance afin de pouvoir planifier pour l'avenir. Au cours des dernières années, cette stabilité s'est érodée au point qu'un bon nombre d'agriculteurs sont incapables de trouver de la relève pour prendre en charge leurs entreprises lorsqu'ils prennent leur retraite. Il nécessite en moyenne 3 ans pour planifier et mettre en œuvre le transfert d'une exploitation agricole, que ce soit par la famille ou autre.

Recommandation :

- 1. Que la Financière agricole déclare ses intentions avant l'implémentation de tout changement aux programmes qu'elle administre.*
- 2. Que le gouvernement offre une assistance continue et un allègement de la taxe afin de permettre que les transferts d'exploitations agricoles se produisent de manière efficace et sans embûches.*

La QFA félicite le gouvernement pour sa vision pour l'avenir, soit jusqu'en 2030. Une approche organisée et coordonnée pour la production alimentaire, la transformation et la distribution est essentielle, et le gouvernement, le secteur privé et les consommateurs ont tous des rôles clés à jouer.

Recommandation :

- 3. Que le gouvernement du Québec s'assure que ses politiques agroalimentaires demeurent cohérentes et mises à jour, et qu'elles soient revues au besoin.*

Les réussites et les bienfaits du système actuel au Québec méritent une pleine reconnaissance. À maints égards, le Québec fait l'envie de producteurs agricoles et de consommateurs à travers le Canada et des États-Unis. Le Québec possède l'une des meilleures structures agroalimentaires dans le monde.

Recommandation :

- 4. Que le gouvernement engage la société québécoise pour établir et protéger les politiques, les programmes et les services agricoles qui fonctionnent déjà, et qu'il renforce les programmes nécessitant un soutien.*

« Une fois disparu, c'est pour l'éternité »

L'agroforesterie (p. ex. les arbres d'ornement et les arbustes, les sapins de Noël, les arbres fruitiers) n'est pas mentionnée dans le Livre vert.

Recommandation :

- 5. Que le gouvernement étende sa vision établie dans le Livre vert afin d'inclure l'agroforesterie.*

Une implémentation réussie des plans proposés dans le Livre vert dépendra en partie de l'intégration de l'industrie dans le reste du Canada. Quelles mesures seront prises à cet égard pour les industries non

protégées par la gestion de l'offre? La QFA croit que la planification devrait être coordonnée, et non entamée produit par produit.

Recommandation :

- 6. Que le Québec participe activement au développement d'une politique nationale sur l'alimentation pour le Canada, et non au développement d'une politique nationale sur l'agriculture.*

Le développement durable est un objectif honorable. Pour réussir, le soutien du gouvernement est primordial, tant au plan des politiques qu'au plan financier. Une politique ne peut être ordonnée sans appui. Par l'exemple, le fardeau de conformité quant aux réglementations environnementales plus strictes ne peut pas être imposé à tous les agriculteurs.

Recommandation :

- 7. Que la société québécoise partage les coûts nécessaires pour accéder au développement durable.*

Au cours des dernières décennies, les gouvernements, y compris le gouvernement du Québec, ont dit aux agriculteurs de « cultiver en grand ou de quitter ». La nouvelle orientation proposée nécessitera l'acceptation de petites et de grandes exploitations agricoles, ainsi qu'une grande diversité de productions à travers la province.

Recommandation :

- 8. Que le gouvernement continue à soutenir le développement d'aliments afin de répondre aux niches commerciales.*
- 9. Que les efforts du gouvernement se concentrent sur la réduction de lourdeurs administratives requises par les producteurs agricoles.*

Bien que le nombre de producteurs agricoles anglophones qui comprennent le français au Québec continue à croître, il reste une quantité considérable de ces 1700 producteurs qui ne parlent pas et ne lisent pas le français. Ils sont continuellement frustrés par leur incapacité à avoir accès à de l'information pertinente et souvent essentielle du MAPAQ en anglais. Certains soutiennent que cela nuit énormément à leur capacité de faire grandir leur entreprise.

Recommandation :

- 10. Que le MAPAQ, la Financière agricole et la CSST offrent des services en anglais aux producteurs, à la demande de ceux-ci.*
- 11. Que la CSST publie des documents d'information sur la sécurité en anglais et assure leurs disponibilités aux entreprises agricoles.*
- 12. Que le site du MAPAQ soit traduit en anglais et que le MAPAQ publie et distribue de l'information aux producteurs agricoles en anglais.*

*13. Que le gouvernement du Québec assure la disponibilité de services de soutien qualifiés, abordables et « neutres » en anglais à travers le Québec (p. ex. : des services-conseils)*

### **Absence d'une version anglaise du Livre vert**

Le Livre vert propose de diriger les politiques bio alimentaires vers une approche centrée sur le consommateur et encourage tous les Québécois à exprimer leurs opinions et leurs recommandations. Sur une population de 8 millions, approximativement 18 pour cent ou 1,4 million de Québécois ne considèrent pas le français comme leur langue maternelle. Plusieurs personnes des populations minoritaires ne seront pas en mesure de lire ou de commenter le Livre vert s'il n'est disponible qu'en français. Ainsi, ils sont susceptibles d'être sous représentés lors de la consultation.

Recommandation :

*14. Que le gouvernement traduise le Livre vert en anglais avant de commencer la phase de consultation.*

*15. Que le gouvernement accepte des observations sur le Livre vert en anglais et les traduise ensuite en français.*

*16. Qu'une interprétation simultanée soit fournie par le gouvernement lors des audiences publiques sur le Livre vert.*

Première orientation : **DISTINGUER NOS PRODUITS ALIMENTAIRES**

La philosophie et l'approche du Québec envers l'agriculture sont culturellement différentes et uniques en Amérique du Nord. (Certains pourraient dire que le secteur agricole détient un contrat social virtuel au sein de la société québécoise). Néanmoins, la production d'aliments de qualité supérieure devient de plus en plus concurrentielle en raison des accords du libre-échange – plus en plus de ces accords sont signés à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

#### **Objectif 1 : Identifier et mettre en valeur les caractéristiques distinctives des produits québécois**

Les producteurs du Québec sont réceptifs à l'idée d'avoir des promotions visant à encourager l'achat et la consommation de produits cultivés et transformés au Québec. Les consommateurs sont prêts à acheter local même si le coût est plus élevé, mais ils ont besoin d'un étiquetage et d'un moyen d'identifier clairement les produits s'ils veulent faire un choix éclairé. Le Québec devrait faire connaître aux consommateurs les bienfaits occasionnés par la culture et la transformation des produits au Québec, autant dans la province qu'auprès des autres marchés. Le Québec devrait également certifier la conformité avec les normes et les réglementations provinciales et nationales. Ce faisant, nous accroîtrions notre avantage concurrentiel sans risquer d'être remis en cause pour avoir imposé des obstacles commerciaux.

Recommandation :

*17. Que le Québec travaille de concert avec le gouvernement fédéral afin de développer et de mettre en œuvre des étiquettes d'identification précises pour que les consommateurs puissent faire des choix éclairés.*

## **Objectif 2 : Soutenir une offre de produits sains et sécuritaires**

Les familles désirent avoir des processus de certification crédibles pour les aliments qu'elles consomment. À l'heure actuelle, l'opinion prédominante des consommateurs est qu'il est préférable de ne pas permettre l'autoréglementation par l'industrie. Les consommateurs sont plus confiants lorsque le gouvernement s'implique.

Recommandation :

*18. Que le gouvernement du Québec maintienne et étende ses programmes relativement aux normes alimentaires et de sécurité.*

*19. Que le gouvernement du Québec entame des négociations avec les autres provinces et le gouvernement fédéral afin de parvenir à un accord visant à harmoniser les inspections gouvernementales et d'obtenir une réciprocité des normes. (P. ex. l'inspection des viandes)*

Les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par le bien-être animal. Les producteurs devraient être encouragés à obtenir une certification pour leurs pratiques. (P. ex. la Ontario Farm Animal Council)

Recommandation :

*20. Que le gouvernement, au moyen de consultations avec l'industrie, facilite la conception et l'implémentation de meilleures pratiques pour assurer le bien-être animal.*

L'implémentation réussie d'une politique agroalimentaire au Québec dépendra en grande partie des Québécoises et des Québécois; ils devront modifier leurs habitudes de consommations afin de prioriser les aliments produits localement.

Recommandation :

*21. Que le gouvernement offre les ressources nécessaires pour que les commissions scolaires mettent en œuvre des programmes de sensibilisation des programmes éducatifs au sujet des bienfaits de manger local dans les écoles. Des promotions semblables devraient être dirigées vers le public au moyen des médias grand public.*

La croissance du Québec dépend largement des nouveaux immigrants arrivant au pays. Toute stratégie agroalimentaire devrait prendre en considération l'impact des tendances de l'immigration et de leur implication sur les demandes pour des produits alimentaires. Dans la même veine, les Québécois élargissent leurs préférences alimentaires; les aliments internationaux prennent donc plus d'ampleur. L'industrie agroalimentaire du Québec veut donc se préparer afin de répondre aux demandes futures.

Recommandation :

*22. Que les opinions et les points de vue des groupes ethniques du Québec soient activement sollicités lors du développement de la politique agroalimentaire du Québec.*

*23. Que les tendances de l'immigration soient étudiées et prises en considération lors du développement de la politique agroalimentaire du Québec.*

### **Objectif 3 : Promouvoir les produits québécois sur les marchés**

La santé du public dépend de la traçabilité et de la nutrition. Le gouvernement a la responsabilité de s'assurer que les consommateurs puissent trouver de vastes sources d'approvisionnement et un grand choix d'aliments nutritifs et salubres.

Autant que possible, le gouvernement devrait acheter des produits cultivés localement pour toutes ses institutions (p. ex. hôpitaux, établissements correctionnels, etc.) Il ne devrait pas baser son processus d'appels d'offres uniquement sur les bas coûts, car ceci garantirait presque que les aliments seraient obtenus à l'extérieur du Québec. Les obstacles commerciaux ne s'appliquent pas si d'autres critères sont utilisés, tels que des normes environnementales ou d'éthiques.

Recommandation :

*24. Que le gouvernement du Québec adopte une politique visant à acquérir des aliments produits localement pour les services alimentaires et les établissements sous sa responsabilité.*

*25. Que les commissions scolaires soient encouragées à maintenir leur orientation vers un approvisionnement de produits santé pour les cafétérias et les distributeurs automatiques des écoles.*

*26. Que des incitations gouvernementales soient offertes afin d'encourager les producteurs et les transformateurs alimentaires de faire des dons aux banques alimentaires.*

La « réciprocité des normes » est acceptée par l'OMC et n'est pas considérée comme un obstacle au commerce. Ceci peut être avantageux pour le Québec puisque nous ne devons pas faire concurrence avec des produits importés au Québec. Les producteurs du Québec veulent établir et travailler vers la mise en œuvre de normes élevées, mais ils méritent de savoir s'ils travaillent avec des conditions de concurrence équitables.

Recommandation :

*27. Que le gouvernement du Québec place la charge sur les importateurs potentiels d'aliments afin qu'ils prouvent qu'ils produisent leurs aliments avec des normes équivalentes aux normes établies au Québec.*

## Deuxième orientation : **RENFORCER NOTRE CAPACITÉ CONCURRENTIELLE**

### **Objectif 1 : Miser sur des entreprises rentables et efficaces**

La continuité est essentielle. Les aptitudes entrepreneuriales ne sont pas suffisantes pour assurer la réussite. Le système actuel a protégé la production agricole du Québec mieux que quelconque autre juridiction en Amérique du Nord, permettant ainsi au système québécois de s'adapter et de s'accroître. La sécurité financière devrait être adaptée aux outils actuels.

Recommandation :

*28. Que le gouvernement du Québec garantisse une sécurité financière pour les exploitations agricoles du Québec.*

### **Objectif 2 : Bâtir une dynamique de développement fondée sur des filières compétitives**

La QFA n'est pas d'accord avec l'amélioration de la gouvernance des outils de mise en marché.

### **Objectif 3 : Favoriser la diversification de l'offre des produits mettant en valeur le potentiel bio alimentaire régional**

Il est bien de soutenir de développement de nouvelles productions. La transformation d'animaux, de fruits et de légumes au plan local est essentielle pour assurer le bien-être animal, réduire le gaspillage, créer de l'emploi, etc.

Recommandation :

*29. Que les établissements responsables de la transformation de produits locaux soient développés, surtout en région.*

## Troisième orientation : **VALORISER L'ENVIRONNEMENT ET LE TERRITOIRE DU QUÉBEC**

Le fait d'avoir les lois les plus rigoureuses et strictes en Amérique du Nord nécessitera des coûts supplémentaires qui ne peuvent être endossés par les producteurs, à moins de voir une augmentation des prix. Si les prix haussent, les produits du Québec ne seront plus concurrentiels. L'approche à suivre ne devrait pas être de créer des lois environnementales plus strictes, mais plutôt de rechercher des bienfaits environnementaux pouvant être compris et appréciés par toute la société. .

Recommandation :

*30. Que les exploitations agricoles soient encouragées et soutenues dans leur production d'énergie verte.*

*31. Que le gouvernement soutienne les efforts déployés par les producteurs agricoles quant à la conservation d'énergie et la réduction du gaspillage.*

Les gouvernements provincial et fédéral doivent harmoniser leurs systèmes d'inspection des aliments. L'on doit pouvoir expédier les produits entre les provinces.

*Les producteurs agricoles devraient-ils être consultés à savoir s'ils devraient maintenir la certification d'une seule organisation afin de représenter leurs intérêts?*

Certainement! La certification d'une seule organisation ne signifie pas qu'il ne peut y avoir de la diversité à l'intérieur même d'une organisation. Il s'agit d'un moyen efficace pour obtenir l'avis des producteurs afin d'arriver à un consensus. Par exemple, la QFA est membre de l'UPA à titre de fédération spécialisée. Ceci donne une voix aux producteurs anglophones sans tenir compte de leur production ou de la taille de leur exploitation. L'UPA est admirée par les producteurs à travers le Canada pour son efficacité.

2011.08.24

\_\_\_\_\_

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Quebec Farmers' Association  
555 Roland Therrien, Bureau 255  
Longueuil, QC J4H 4E7

Tél. : 450.679.0540 poste :8536

Télec. : 450.463.5291

Courriel : [qfa@upa.qc.ca](mailto:qfa@upa.qc.ca)

[www.quebecfarmers.org](http://www.quebecfarmers.org)

# Green Paper – Comments and Observations from the Quebec Farmers' Association (QFA)

---

## Introduction

English-speaking agricultural producers have been farming in Quebec since the continent was settled through good times and bad. They are acutely aware of the crises confronting farmers across North America and around the world, and they are extremely concerned about the long-term sustainability of the agricultural sector.

On most important issues English producers agree with and support the policies and programs advocated by the French-speaking majority.

English-speaking producers are pleased to see the Quebec government taking the initiative to ensure predictability and stability for the sector well into the future. As well, they are grateful for the opportunity to respond to the government's Green Paper.

Initial reactions to the Green Paper are outlined in this paper. This document is presently at translation. A French version will be submitted by the end of August 2011.

*The Quebec Farmers' Association (QFA) hereby requests an opportunity to appear as witnesses at the consultations to be held on the Green Paper in the fall of 2011.*

## Who is the Quebec Farmers' Association?

Founded in 1957, the QFA is a not-for-profit organization that defends the rights and advocates on behalf of the English-Speaking agricultural community across Quebec.

QFA keeps its finger on the pulse of Quebec farming by communicating with local branches, local meetings, videoconferencing and correspondence. Volunteers serve on the provincial Board of Directors and are links to local issues and challenges.

In addition to other services, the QFA offers a health benefits package for its members and manages a translation service for clients across Canada. A monthly newspaper, the *Quebec Farmers' Advocate*, is read by over 3,000 producers, government officials and researchers throughout Quebec and across Canada.

QFA has close ties with many provincial and national producer organizations. The Association is an official affiliate of the *Union des producteurs agricoles*.



The QFA applauds the government for taking a long-range look into the future, as far as 2030. A planned and coordinated approach to food production, processing and distribution is essential and government, the private sector and consumers all have key roles to play.

Recommendation:

- 3. THAT the Quebec government ensure that its agri-food policies remain coherent and up-to-date and that they are revised whenever necessary.*

The successes and advantages of the present system in Quebec deserve full acknowledgement and credit. In so many ways Quebec is the envy of agricultural producers and consumers all across Canada and the United States. Quebec has one of the best agri-food structures in the world.

Recommendation:

- 4. THAT the government engage Quebec society in identifying and protecting agricultural policies, programs and services that are already working and to shore up the programs that need support.*

“When it’s gone, it’s gone forever.”

Agroforestry , e.g, ornamental trees and shrubs, Christmas trees, fruit trees, is not identified in the Green Paper.

Recommendation:

- 5. THAT the government expand the vision set forth in the Green Paper to include agroforestry.*

Successful implementation of whatever results from the Green Paper will be partially dependent on integrating with industry in the rest of Canada. What steps will be taken in this regard for the non-supply management industries? QFA believes that planning should be co-ordinated and not be undertaken commodity by commodity.

Recommendation:

- 6. THAT Quebec actively participate in the development of a national food policy for Canada, not a national agricultural policy.*

Sustainable development is a laudable goal. Achieving it will require government support, both policy and financial. Policy cannot be dictated and not supported. For example, the burden of compliance to stricter environmental regulations cannot be placed all on farmers.

Recommendation:

- 7. THAT Quebec society share the costs of adopting sustainable development.*

Over the last several decades governments, including Quebec, have told farmers to “grow big or leave”. The proposed new orientation will require acceptance of small and large size farms, and great diversity of production throughout the province.

Recommendation:

- 8. THAT the government continue to support the development of foods to meet niche markets.*
- 9. THAT government efforts focus on reducing the amount of burdensome paperwork required of agricultural producers.*

Although the number of English-speaking agricultural producers in Quebec who understand French continues to grow, there remains a significant number of the 1,700 who are unable to read or speak French. They are continually frustrated by their inability to access pertinent and often essential information from MAPAQ in English. Some cite this as the major impediment to being able to grow their businesses.

Recommendations:

- 10. THAT MAPAQ, La Financiere Agricole and C.S.S.T. be required to provide English-language services to producers if so requested.*
- 11. THAT C.S.S.T. publish safety information documents in English and ensure their availability to agricultural enterprises.*
- 12. THAT the MAPAQ website be translated into English and that MAPAQ publish and distribute information in English to agricultural producers.*
- 13. THAT the Quebec government ensure the availability of skilled, affordable, “non-partisan” support services, i.e. services conseils, in English throughout Quebec.*

### **Lack of English copy of Green Paper**

The Green Paper proposes orientating the bio-food policies from a consumer-centered approach and encourages all Quebecers to express their opinions and recommendations. Out of a population of 8 million, approximately 18 percent, or 1.4 million Quebecers do not have French as their mother tongue. Many people of the minority population will not be able to read the Green Paper or to comment in French. Hence, they are likely to be underrepresented in the consultation exercise.

Recommendations:

- 14. THAT the government translate the Green Paper into English prior to commencing the consultation phase.*
- 15. THAT the government accept submissions on the Green Paper in English and translate them into French.*
- 16. THAT simultaneous interpretation be provided by the government at public hearings about the Green Paper.*

## *The Green Paper's First Objective: DIFFERENTIATING OUR FOOD PRODUCTS*

Quebec's philosophy and approach to agriculture is culturally different and unique in North America. (Some would say the agricultural sector has a virtual social contract with Quebec society.) Nonetheless, the production of high quality foods is becoming increasingly competitive given the existence of Free Trade Agreements, with more being signed even outside North America.

### **Objective 1: To identify and promote the distinctive characteristics of Quebec's food products**

Quebec producers are receptive to promotions encouraging the purchase and consumption of Quebec grown and processed foods. Consumers may be prepared to buy local even if the cost is higher but they need clear labelling and identification to make informed choices. Quebec should explain the advantages of Quebec grown and produced foods to consumers, both in the province and in other marketplaces, and certify compliance with provincial and national norms and regulations. Doing so would expand our competitive advantage without risking being challenged for imposing trade barriers.

Recommendation:

*17. THAT Quebec work closely with the federal government to develop and implement unambiguous identification labels so that consumers can make informed choices.*

### **Objective 2: To maintain a supply of healthy and safe food products**

Families want credible certification processes for the foods they consume. At the present time, the prevailing consumer opinion is that it is preferable not to allow self-regulation by industry. Consumers have more confidence when government is involved.

Recommendation:

*18. THAT the Quebec government maintain and expand its programs for food standards and safety.*

*19. THAT the government of Quebec engage in negotiations with other provinces and the federal government to reach early agreement to harmonize government inspections, and to bring about reciprocity of standards, for example, in meat inspection.*

Consumers everywhere are increasingly concerned for animal welfare. Producers should be encouraged to respond through certification of their practices. E.g. Ontario Farm Animal Council.

Recommendation:

*20. THAT the government, in consultation with industry, facilitate the design and implementation of best practices of animal welfare.*

Successful implementation of a Quebec agri-food policy will depend in no small part on Quebecers modifying their buying habits to favour locally produced foods.

Recommendation:

*21. THAT the government provide the necessary resources for school boards to implement ongoing public awareness/education programs about the advantages of eating local in the schools, Similar promotions should be targeted at the general public through mainstream media.*

Quebec's growth is highly dependent on new immigrants coming into the country. Any agri-food strategy should consider the impact of trends in immigration patterns and implications on demands for food. Likewise, Quebecers are expanding their dietary preferences. Thus international foods are taking on far greater significance. Quebec's agri-food industry wants to prepare to meet future demands.

Recommendations:

*22. THAT the opinions and viewpoints of ethnic groups in Quebec be actively solicited in the development of Quebec's agri-food policy.*

*23. THAT immigration patterns be studied and taken into account when developing Quebec's agri-food policy.*

### **Objective 3: To promote Quebec food products in the marketplace**

The health of the public depends on traceability and nutrition. Government has a responsibility to ensure consumers can find ample supplies and choices of safe and nutritious foods.

As much as possible, the government should purchase locally grown foods for all its institutions, e.g. hospitals, prisons, etc. It should not base its food tendering process solely on low costs. To do so would almost guarantee that foods would be sourced from outside Quebec. Trade barriers do not apply if other criteria are used, such as environmental or ethical standards.

Recommendations:

*24. THAT the Quebec government adopt a policy of sourcing locally produced food products for food services and establishments under its responsibility.*

*25. THAT school boards be encouraged to maintain their orientation towards healthier supply of foods for school cafeterias and vending machines.*

*26. THAT government incentives be made available to encourage producers and food processors to donate to food banks.*

"Reciprocity of standards" is accepted within the WTO and are not considered a barrier to trade. They can be advantageous to Quebec because we don't have to compete with products imported into Quebec. Quebec producers don't mind setting and working towards the highest standards but they deserve to know that they are working on a level playing field.

Recommendation:

*27. THAT the Quebec government place the onus on potential food importers to prove they are producing under equivalent standards and norms as those in place in Quebec.*

## SECOND ORIENTATION: **STRENGTHENING OUR COMPETITIVE POSITION**

### **Objective 1: To build upon profitable and efficient businesses**

Predictability is essential. Entrepreneurial skills are not sufficient to assure success. The current system has protected the Quebec agricultural production better than in any other jurisdiction in North America and has allowed Quebec's system to adapt and grow. Financial security should be adapted to existing tools.

Recommendation:

*28. THAT the Quebec government guarantee the financial security of Quebec's farms.*

### **Objective 2: To create a dynamic for development based on competitive sectoral value chains**

The QFA does not agree with improving governance of collective marketing.

### **Objective 3: To foster the diversification of supply through the promotion of regional biofood potentials**

Supporting the development of new emerging productions is good. Processing animals, fruits and vegetables at local level is essential to ensure animal welfare, reduce waste, create employment, etc.

Recommendation:

*29. THAT facilities for processing local foods be expanded, especially in the regions.*

## **3<sup>RD</sup> POLICY ORIENTATION: DEVELOPING QUEBEC'S ENVIRONMENT AND LAND BASE**

Having the most stringent or strict laws in North America will require additional costs which cannot be shouldered by producers unless prices are increased. If prices rise then Quebec's products may not be competitive. The approach should not be to create new restrictive environmental laws. Rather it should seek environmental benefits which will be understood and embraced by all society.

Recommendations:

*30. THAT farms be encouraged and supported in green energy production.*

*31. THAT the government support agricultural producers' efforts in energy conservation and waste reduction.*

Provincial and federal levels of government must harmonize food inspection systems. Products need to be able to be shipped interprovincially.

*Should agricultural producers be consulted on whether to maintain accreditation of a single organization to represent their professional interests?*

Most definitely! Single agency accreditation does not mean you cannot have diversity within a single organization. It is an effective way to canvas producers and reach consensus. Example:. QFA is a full fledged member of the UPA as a specialized federation. This provides a voice for English-speaking producers irrespective of their production or size. UPA is admired by producers all across Canada for its effectiveness.

2011.08.24

---

For further information contact:

Quebec Farmers' Association  
555 Roland Therrien, Bureau 255  
Longueuil, QC J4H 4E7

Tel. 450.679.0540 ext. 8536

Fax. 450.463.5291

E-mail: [qfa@upa.qc.ca](mailto:qfa@upa.qc.ca)

[www.quebecfarmers.org](http://www.quebecfarmers.org)